

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA La Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 11 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERZECKI

Allée Monge
ZI n° 2
60000 BEAUVAIS

Références : IC-R/0110/22-MB/SA

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2022 dans l'établissement BEREZECKI implanté Allée Monge ZI n° 2 60000 BEAUVAIS. L'inspection a été annoncée le 04/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEREZECKI
- Allée Monge ZI n° 2 60000 BEAUVAIS
- Code AIOT dans GUN : 0005100907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société BEREZECKI SA à BEAUVAIS est spécialisée dans le traitement de surface à façon de pièces en acier, fonte, laiton destinées essentiellement à l'industrie automobile (70%).

Les activités de la société Berezecki sont encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire du 27/04/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite du 15/10/2019 et en particulier la gestion des effluents aqueux et la surveillance des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Consommation d'eau	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Autosurveillance des rejets atmosphériques - Fréquence	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 10.2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.2.2	/	Sans objet
Autosurveillance des eaux résiduaires - Fréquence	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 10.2.3.2	/	Sans objet
Autosurveillance des eaux résiduaires - VLE	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.3.7 et 4.3.9.1	/	Sans objet
Autosurveillance des eaux pluviales - Fréquence	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 10.2.3.1	/	Sans objet
Autosurveillance des eaux pluviales - VLE	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.3.12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets aqueux du site respectent les valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral du 27/04/2018. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que la consommation spécifique (4,1 l/m² par fonction de rinçage de surface traitée) est respectée.

De plus, aucune autosurveillance des rejets atmosphériques n'est réalisée.

Il est donc proposé à madame la préfète de mettre en demeure la société de respecter les dispositions applicables.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, ou hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 32 300 m³/an prélevés sur le réseau public de la ville de Beauvais.</p> <p>La quantité d'eau utilisée par fonction de rinçage est 4,1 l/m² de surface traitée.</p>
<p>Constats : La consultation des données de consommation déclarées sous GEREP montre que la consommation maximale prescrite est respectée : 2019 : 24 503 m³ – 2020 : 19 856 m³.</p> <p>Pour 2021, l'exploitant a indiqué lors de la visite que la consommation s'était élevée à environ 22 000 m³.</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été noté que les relevés de consommation étaient mensuels malgré une consommation d'eau dépassant régulièrement 100 m³/j.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un relevé journalier du dispositif de mesure totalisateur était désormais effectué.</p> <p>Les enregistrements sont réalisés sur un registre papier. L'exploitant a indiqué qu'ils seraient prochainement informatisés.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a par ailleurs pas été en mesure de justifier du respect de la valeur limite de la quantité d'eau utilisée par fonction de rinçage.</p> <p>Non-conformité n° 1 : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de la quantité d'eau limite utilisée par fonction de rinçage de surface traitée fixée à 4,1 l/m².</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Lors de la précédente inspection, l'exploitant avait présenté des plans incomplets qui ne présentaient ni l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, ni le disjoncteur ni les points de rejet. Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan de masse du site complété à la main. Par sondage, il n'a pas été constaté de manquement par rapport aux informations prévues par l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27/04/2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux résiduaires - Fréquence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 10.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires - Fréquence

Prescription contrôlée :
Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit	Instantané	En continu	Mensuelle
pH	Instantané	En continu	
température	Instantané	Journalière	
MES	Moyen sur 24h	Hebdomadaire	
DCO	Moyen sur 24h	Hebdomadaire	
P	Moyen sur 24h	Mensuelle	
Nitrites	Moyen sur 24h	Mensuelle	
Zn	Moyen sur 24h	Hebdomadaire	
Fe	Moyen sur 24h	Hebdomadaire	
Cr III	Moyen sur 24h	Hebdomadaire	

Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur lorsqu'elle existe.
Il appartient à l'exploitant de mettre en place un programme de surveillance qu'il juge représentatif de son activité afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article 4.3.9.1.

Constats : Les fréquences d'autosurveillance des eaux résiduaires sont respectées.

Les résultats sont enregistrés sur GIDAF mensuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux résiduaires - VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.3.7 et 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires - VLE

Prescription contrôlée :

Article 4.3.7 :

[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline),
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 4.3.9.1 :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit de référence	Rejet n°1
Maximal journalier en m3/j	240

Paramètre	Concentration maximale (en mg/l)	Flux moyen (en kg/j)
MES	30	7,2
DCO	300	72
P	10	2,4
Nitrites	20	4,8
Zn	3	0,72
Fe	5	1,2
Cr III	2	0,48

Aucune eau issue des bains de traitement de surface ne doit être rejetée dans le milieu naturel.
Les eaux des bains sont traitées dans les conditions prévues au titre 5.

Constats : La consultation des résultats de 2021 et du mois de janvier 2022 sur GIDAF ne fait apparaître aucun dépassement des valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral du 24/04/2018.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux pluviales - Fréquence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 10.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux pluviales - Fréquence

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimales sont mises en œuvre

<i>Paramètre</i>	<i>Fréquence</i>
<i>Débit</i>	<i>A minima annuelle</i>
<i>Poussières</i>	
<i>SO_x</i>	
<i>NO_x</i>	
<i>Cr total</i>	
<i>H+</i>	
<i>OH-</i>	
<i>COV*</i>	

Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur lorsqu'elle existe.

Constats : Les rejets d'eaux pluviales sont contrôlés annuellement. Les deux derniers contrôles ont été réalisés par la laboratoire Eurofins les 08/01/2021 et 10/01/2022.

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le point de prélèvement des eaux pluviales n'était pas représentatif de la totalité du réseau d'eaux pluviales. Ce point de prélèvement a été modifié. Les prélèvements sont désormais réalisés directement au niveau du rejet dans la rue Monge, à l'aval de l'ensemble du réseau d'eaux pluviales du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux pluviales - VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.3.12											
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux pluviales - VLE											
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :											
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)											
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentrations instantanées (mg/l)</th></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>DBO₅</td><td>30</td></tr><tr><td>hydrocarbures</td><td>10</td></tr></table>	Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)	MES	35	DCO	125	DBO ₅	30	hydrocarbures	10	
Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)										
MES	35										
DCO	125										
DBO ₅	30										
hydrocarbures	10										
Les effluents doivent être exempts de produits très toxiques, toxiques et de substances dangereuses pour l'environnement.											
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de s'assurer qu'un ou plusieurs dispositifs adéquats (obturateurs, vannes, boudruches...) permettent à tout moment de stopper le déversement des eaux pluviales dans le milieu naturel. Le bon fonctionnement de ces dispositifs est régulièrement vérifié, une consigne spécifique définit les conditions à respecter lors de leur mise en œuvre.											
Constats : Lors de la visite, les deux derniers rapports de contrôle des eaux pluviales par le laboratoire Eurofins ont été consultés.											
Ces rapports présentent des concentrations conformes aux valeurs limites imposées.											
Pour 2021 : <ul style="list-style-type: none">- MES : 17 mg/l ;- DCO : 17 mg/l ;- DBO5 : < 3 mg/l ;- HC : < 0,1 mg/l.											
Pour 2022 : <ul style="list-style-type: none">- MES : 7 mg/l ;- DCO : 7 mg/l ;- DBO5 : < 3 mg/l ;- HC : < 0,1 mg/l.											
Type de suites proposées : Sans suite											
Proposition de suites : Sans objet											

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets atmosphériques - Fréquence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques - Fréquence
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets identifiés à l'article 3.2.2 : [...] Fréquence a minima annuelle [...] L'autosurveillance est un contrôle différent des contrôles inopinés qui peuvent être diligentés par l'inspection des installations classées
Constats : Aucune autosurveillance des rejets atmosphériques n'est réalisée. L'exploitant a indiqué qu'une campagne de mesures était prévue au mois de juillet 2022. Non-conformité n° 2 : la fréquence a minima annuelle d'autosurveillance des rejets atmosphériques n'est pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription